

les JOURNAUX DE GUERRE

CHAQUE
50
JEUDI

Une collection unique de quotidiens originaux de la Grande Guerre 1914-1918

3,90 €

NOVEMBRE 1918

RÉVOLUTION EN ALLEMAGNE

Bruxelles est libérée par les mutins allemands



DE BERLIN À BRUXELLES

Le vent de la révolution se propage

À la fin du mois d'octobre 1918, soldats et ouvriers, épuisés par la guerre, déclenchent une révolution en Allemagne. Ils réclament la chute du régime de Guillaume II. Le mouvement ne tarde pas à gagner Bruxelles, encore sous occupation. Les Bruxellois réservent un accueil ambigu à ces soldats allemands qui disent vouloir fraterniser avec eux.

Le 9 novembre 1918, le Chancelier de l'Empire, le prince Max de Bade, rassemble son courage pour rédiger le télégramme officiel annonçant la fin du règne de Guillaume II... en même temps que sa propre démission. « *L'Empereur et Roi a décidé d'abdiquer. Le Chancelier restera en jonction jusqu'à ce que les questions se rapportant à l'abdication de l'Empereur, à la renonciation du Kronprinz du trône de l'empire d'Allemagne et de Prusse et à l'institution d'une régence soient réglées* » (La Nation Belge, page 1).

« Tout craque et s'écroule ! »

La révolution socialiste a eu raison du système monarchique. Les insurgés ont exigé et obtenu l'instauration d'une République allemande fondée sur le modèle démocratique. C'est le nom du député socialiste Friedrich Ebert qui est avancé par Max de Bade lui-même pour assurer sa succession. Un projet de loi sera déposé sous peu pour « *la fixation immédiate d'élections générales en vue d'une assemblée allemande constituante qui aurait pour tâche de déterminer définitivement la constitution future du peuple allemand* ».

« *L'Allemagne n'a plus de gouvernement. Tout craque et s'écroule* », se délecte La Nation Belge, éditée à Paris. Le quotidien catholique et conservateur choisit de présenter la révolution comme un rejet populaire, massif et spontané de l'Empereur. « *Les sujets ont répondu, ils en ont assez de ce souverain qui a conduit l'Allemagne à l'abîme* ». Le caractère politique et organisé de l'insurrection est, quant à lui, complètement oublié du récit. Il n'est pas question pour La Nation Belge de prendre le parti des socialistes que son rédacteur en chef, Fernand Neuray, maudit au moins autant que Guillaume II et son entourage.

La réaction est toute autre du côté du Socialiste Belge, l'hebdomadaire de l'Union des Travailleurs Belges en Hollande. La révolution est présentée comme le triomphe du combat socialiste mené par le prolétariat allemand. « *La classe ouvrière a accompli sa tâche historique du moment. Les gouvernements d'hier sont devenus les égaux des valets d'hier : en Allemagne il n'y a plus de gouvernements ni de valets. La démocratie triomphe sur toute la ligne* » (page 1).

Tout commence la nuit du 29 au 30 octobre 1918 dans la base navale de Wilhelmshaven, au nord du pays. Le commandement allemand vient d'ordonner une dernière offensive contre la Royal Navy alors que la fin de la guerre est déjà annoncée. En effet, le 4 octobre, le nouveau gouvernement libéral du prince Max de Bade avait formulé une demande



En novembre 1918, le mouvement révolutionnaire, déclenché dans les ports de Wilhelmshaven et de Kiel, gagne rapidement Berlin.

d'armistice et entamé des négociations en ce sens avec le président américain Wilson.

L'attaque kamikaze dictée par Berlin est vécue par les marins comme une ultime provocation. Il n'est pas question d'allonger la liste des morts pour une simple question d'honneur. Les marins révoltés trouvent un appui auprès du parti socialiste allemand (USPD). Après les ports de Wilhelmshaven et de Kiel, l'insurrection se propage dans les centres urbains du pays. Ouvriers et soldats s'organisent en « conseils » inspirés du modèle soviétique. « *La révolution triomphe à Berlin* », rapporte Le Socialiste Belge. « *La grève générale avait paralysé toutes les industries. Deux régiments se sont joints au conseil d'ouvriers et de soldats. Les drapeaux rouges flottent au bâtiment du Vorwärts* (journal socialiste) ». Le 9 novembre, la République est proclamée.

Journées rouges à Bruxelles

Alors que les jeux sont faits et que l'armistice est sur le point d'être signé, une partie du territoire belge, dont la capitale, est encore sous occupation allemande. Bruxelles accueille des dizaines de milliers de soldats allemands en déroute. Ces hommes, épuisés et à bout de nerfs, savent qu'ils ont perdu la guerre et se demandent quel sens donner désormais au sacrifice enduré. Présentant le danger, le Chancelier Max de Bade, à la veille de sa démission, avait adressé un message « *aux soldats allemands à l'étranger* » pour leur témoigner sa compassion pour « *la douleur poignante éprouvée en ces jours critiques* », et leur assurer que « *la gratitude du gouvernement ne fera pas défaut à ceux qui parmi vous ont combattu et souffert pour la patrie allemande* » (La Nation Belge, page 1). Maigre consolation.

Parmi les soldats qui traversent

Bruxelles, on compte un certain nombre de déserteurs dont certains sont gagnés à la cause révolutionnaire. C'est alors que le 10 novembre, Hugo Freund, membre du parti socialiste allemand, arrive dans la capitale belge pour y organiser un conseil de soldats (*Soldatenräte*). La priorité de Freund est de faire en sorte que le rapatriement des combattants allemands se passe dans les meilleures conditions. Marc de Salm, rédacteur en chef du *Bruxellois*, lui ouvre ses colonnes. Le journal censuré, subventionné par l'occupant et qui ne s'était pas gêné pour déverser la propagande allemande, se range désormais du côté des révolutionnaires, au nom du maintien de l'ordre : « *Des jours seulement nous séparent encore de la paix bienfaitrice. Que ces quelques jours ne soient pas tachés de sang* ». Le journal tenterait-il de racheter son image, à quelques jours de la libération ?

La première page du *Bruxellois* du 11 novembre 1918 est tapissée des différents appels lancés par le président du *Soldatenräte*. Freund adresse tout d'abord un « *vibrant appel à la population bruxelloise* » lui demandant « *son appui pour effectuer paisiblement l'évacuation* ». Un deuxième appel, adressé cette fois au gouvernement allemand, fait savoir que « *Le gouvernement et la Commandanture de Bruxelles ont été placés sous le Conseil des Soldats. (...) Le drapeau rouge flotte sur le bâtiment du gouvernement général* ». En se tournant ensuite vers les soldats, Freund déclare : « *Camarades ! Le Conseil des Soldats de Bruxelles a la conscience de s'être chargé d'une tâche difficile et d'une grande responsabilité. C'est lui qui se charge de ramener les troupes. Gardez une discipline de fer !* ».

Dans son édition du 19 novembre



LE MYTHE DU « COUP DE POIGNARD DANS LE DOS »

NICOLAS BEAUPRÉ, Maître de conférences en histoire (Université Blaise-Pascal, Clermont-Ferrand)

À l'automne 1918, l'Allemagne vacille. Tout s'enchaîne. C'est la révolution. C'est la défaite. Les événements politiques et militaires s'entremêlent. Fin octobre, les marins se mutinent à Kiel ; le 9 novembre, le Kaiser abdique et la république est proclamée à deux reprises, par Philipp Scheidemann et Karl Liebknecht qui n'en ont pas la même conception. Les conseils d'ouvriers et de soldats se multiplient. Le 11, la défaite est consommée. Pour Ludendorff, nombre d'officiers supérieurs et les opposants au nouveau régime, l'affaire est entendue. Les socialistes et républicains de tout poil ont « poignardé l'armée dans le dos ». Cette lecture très politique de la défaite est facilitée par les vantardises de certains révolutionnaires qui affirment avoir mis fin à la guerre. Surtout, elle permet de rejeter la faute sur le nouveau régime tout en se dédouanant de ses propres responsabilités.

Ce n'était certes pas la première crise de la guerre. La vague de grève de janvier-février 1918 avait dévoilé les très fortes tensions qui traversaient la société et la classe politique. Pour Ludendorff, il était donc urgent de gagner la guerre ; d'autant plus que l'arrivée

des troupes américaines se faisait déjà sentir. Les offensives allemandes du printemps et de l'été 1918 semblaient lui donner raison. La percée attendue depuis quatre ans fut réalisée. Mais l'État-Major a été incapable de transformer le succès tactique en victoire stratégique. Le ravitaillement et la logistique n'ont pas suivi. Il manquait aussi cruellement de troupes de réserve, en partie parce que des ambitions territoriales démesurées après la victoire sur les Russes ne permirent de transférer suffisamment de troupes du front est vers l'Ouest. Or, les offensives de mars à juin 1918 avaient été très meurtrières. Dès le mois de juillet, les alliés brisèrent l'élan allemand et placèrent définitivement Ludendorff sur la défensive. La défaite militaire était consommée. Les soldats le savaient bien. En première ligne, ils résistaient souvent pied à pied pour éviter une cruelle invasion à l'Allemagne. Mais leurs camarades supposés les relever rechaignaient de plus en plus à mourir pour une défaite. C'est là ce que des historiens ont appelé assez improprement la « grève cachée de l'armée allemande ». On l'aura compris, celle-ci, comme la révolution, est le produit de la défaite et non l'inverse.

Pourtant le mythe du coup de poignard continua d'être efficacement entretenu, en particulier par les nazis qui ajoutèrent les Juifs aux responsables de la défaite.

Affiche électorale du DNPV (Parti national du peuple allemand) en 1924.



rejoint avec enthousiasme le cortège des insurgés le 10 novembre, l'unité belgo-allemande ne dure pas le temps d'une journée. Les autorités communales interviennent pour demander à la population de rester en dehors des événements. « *Attendez pour manifester publiquement votre joie que le drapeau national soit arboré à l'hôtel de ville* ». Même les socialistes belges rechignent à rejoindre le mouvement. Le parti ouvrier enjoint la population de garder le calme : « *pas de fausse manœuvre. Pas de manifestations intempestives* ». Et d'ajouter : « *Le peuple belge réintégré dans ses libertés revendiquera avant tout de l'Allemagne nouvelle la réparation totale des méfaits de l'Allemagne d'hier* ».

Après quatre douloureuses années d'occupation, il est difficile d'envisager la libération tant attendue comme l'œuvre de soldats allemands, aussi rebelles soient-ils. « *Les drapeaux furent retirés en attendant l'avis des autorités, pour n'être arborés que dans la joie de la délivrance complète* ».

SOPHIE SOUKIAS

Rédactrice en chef des Journaux de Guerre

Adieu Guillaume II !

QUI SÈME LA MISÈRE, RÉCOLTE LA COLÈRE

Depuis la mi-juillet 1918, on sait que la guerre est perdue. C'est pourquoi le Kaiser et les partis de droite commencent à accepter un système politique « parlementaire », en donnant leur accord pour un changement de la Constitution : désormais, le chancelier doit obtenir la « confiance » de la majorité du Reichstag : en conséquence, les parlementaires peuvent devenir ministres. Le 3 octobre, Max de Bade – le premier chancelier de l'histoire de l'Allemagne à être élu par le parlement – adresse une demande d'armistice au président Wilson. Le 28 octobre, ces changements constitutionnels sont approuvés par le Bundesrat (la Chambre des pairs allemande).

Soldats et ouvriers s'organisent

Cependant, cette « parlementarisation » du Reich déplaît au peuple allemand. Il en a assez de ces familles aristocratiques régnantes, assez d'un Kaiser qui n'a su ni régner, ni représenter son peuple pendant la guerre. Surtout, le peuple souffre de cette guerre interminable, qui n'entraîne que mort et famine.

C'est pourquoi un incident, à première vue mineur, met le feu aux poudres. Le refus des marins, en rade à Kiel, de sortir pour une bataille suicidaire (devenue parfaitement inutile puisque la guerre semble perdue) entraîne une véritable explosion : les mutineries deviennent incontrôlables. En quelques heures, ce soulèvement spontané réunit les matelots, les ouvriers du port de la ville, et le peuple en général, tous exprimant leur lassitude face à la guerre.

En quelques jours, ce mouvement de protestation contre la guerre prend une ampleur inédite : manifestations dans les villes de Kiel, de Brême, et de Hambourg, formation de « conseils de soldats »... Le 4 novembre, ces conseils, créés spontanément, prennent le pouvoir dans la ville de Kiel. On y crée aussi le premier conseil des ouvriers, qui se rallie rapidement aux conseils des soldats. À partir du 6 novembre – jour où la délégation allemande arrive en France pour discuter de l'armistice – partout en Allemagne, soldats et civils s'organisent dans des conseils d'ouvriers et de soldats. Ceux-ci prennent plus ou moins le pouvoir au niveau local. C'est surtout le cas en Rhénanie, dans la Ruhr et la région de Francfort sur le Main, particulièrement touchés par les émeutes.

Partout, les commandants militaires des régions qui avaient exercé le pouvoir politique en temps de guerre, se rendent aux conseils des ouvriers et des soldats, responsables désormais du maintien de l'ordre public. Il est important de noter que la grande majorité de ces conseils n'a rien d'idéologiquement révolutionnaire. Cela n'en concerne qu'une infime partie, qui adhère aux théories communistes, ou à celles du Parti socialiste indépendant (USPD).

Tandis que le régime du Kaiser feint de se démocratiser, des révoltes populaires éclatent dans toute l'Allemagne. Pour les soldats et les ouvriers, il est hors de question de poursuivre les combats alors que la défaite est annoncée.

C'est le point de départ de la révolution allemande qui signe, le 9 novembre 1918, la fin de l'Empire et de début de la République.



Le social-démocrate Philippe Scheidemann proclamant la République au balcon du Reichstag (9 novembre 1918).

La concurrence du modèle russe

Ces mouvements, plus contestataires que révolutionnaires, prennent une importance considérable. Ils organisent en effet « l'ordre dans la rue », prennent en charge la distribution de nourriture, font libérer les prisonniers politiques. Mais dans l'ensemble, c'est la République qu'ils attendent. C'est seulement à Munich qu'une contestation va plus loin dans ce sens : le 7 novembre, une manifestation organisée par l'USPD se dirige vers le palais du gouvernement et s'en empare. Un gouvernement est constitué par les socialistes indépendants, dont le chef n'est autre que l'écrivain et philosophe Kurt Eisner. Le roi de Bavière est forcé d'abdiquer. Il quitte son trône sans

subir de blessures physiques, à l'instar des autres ducs qui régissent les États du Reich.

Ce n'est pas tout à fait le cas du Kaiser Guillaume II, qui s'enfuit fin octobre devant les émeutes berlinoises et gagne le Quartier général situé à Spa en Belgique. Le Kaiser exprime le souhait d'envoyer des soldats pour maîtriser la foule, mais ses généraux lui répondent qu'il n'est pas certain que leurs hommes acceptent de s'engager pour une tâche de répression sociale. Ces réflexions sont interrompues par une action du Chancelier Max de Bade qui, le 9 novembre fait afficher la déclaration qui confirme l'abdication du Kaiser. Celui-ci s'en va le matin du 10 novembre, aux Pays Bas, où il passe le reste de sa vie. Cet acte de résignation, rejeté par le Kaiser,

est la dernière intervention du chancelier Max de Bade qui, peu après, passe son pouvoir à Friedrich Ebert, chef du plus grand parti allemand, le parti social-démocrate (SPD).

Il y a urgence puisque les spartakistes et les communistes de Berlin commencent à organiser les masses de la capitale en vue de créer une République des soviets, une vraie « République socialiste » sur le modèle russe. Face à ce danger imminent, les dirigeants sociaux-démocrates décident de proclamer la République allemande – ce que fait le 9 novembre Philipp Scheidemann, le chef du groupe SPD au Reichstag, depuis le balcon du parlement, sans consulter Friedrich Ebert, son chancelier. Ebert aurait en effet souhaité faire voter la République par une Assemblée nationale démocratiquement élue ; mais devant la menace que représentent les communistes et les spartakistes, Scheidemann et beaucoup d'autres préfèrent hâter leur décision.

Philipp Scheidemann se présente donc devant le peuple au balcon du Reichstag, pour déclarer vers 14 heures l'abolition de la monarchie et la création de la République. Il a une faible avance sur à Karl Liebknecht, qui proclame la « République socialiste » deux heures plus tard dans le château royal de Berlin. Cette double annonce de la République est à l'origine d'une lutte acharnée, meurtrière et particulièrement haineuse entre les communistes et les socialistes. Elle participe d'ailleurs largement de la faiblesse intrinsèque de la République de Weimar jusqu'en 1933.

Pour le moment, la rapidité de Scheidemann est décisive. Surtout parce que son action spontanée est suivie, quelques heures plus tard, d'une sorte d'alliance entre SPD majoritaire et USPD. Les deux frères ennemis (depuis leur scission en 1915) constituent, face au danger communiste, un « Conseil des députés du peuple » ; un gouvernement provisoire, dont les membres sont des personnalités émanant des deux partis. Ce Conseil a pour tâche principale de sauvegarder l'ordre et de préparer l'élection régulière d'une Assemblée nationale qui doit, elle, décider de la Constitution de la République allemande. Une élection où les hommes et les femmes ont le même droit au vote, ce qui constitue aussi une vraie révolution.

La République s'annonce donc plutôt bien, même si elle souffre de deux problèmes majeurs : d'une part, elle n'intègre pas suffisamment le peuple d'extrême gauche, fasciné et séduit par la promesse bolchéviste. D'autre part, et à plus forte raison, c'est à la République, et non à l'empire déchu de signer, quelques mois plus tard, la Paix de Versailles perçue comme le « traité de la honte » par le peuple allemand. Cela représente une charge que la République devra souffrir jusqu'à son déclin, en 1933.

GERD KRUMEICH

Professeur émérite à l'Université de Düsseldorf
Le feu aux poudres. Qui a déclenché la guerre de 1914?, Belin, 2014

CHRONIQUE

26 SEPTEMBRE 1918

Les Alliés lancent une offensive générale contre la ligne Hindenburg. La reconquête de la Belgique commence. La Bulgarie, épuisée, capitule. L'Allemagne perd ses alliés dans les Balkans.

3 OCTOBRE

Le prince Max de Bade devient le nouveau chancelier de l'empire allemand. Il a été désigné en vue de mener à bien les négociations suite à l'offre de paix allemande.

29 ET 30 OCTOBRE 1918

Les marins de Wilhelmshaven se mutinent.

30 OCTOBRE 1918

Armistice de Moudros suite à la défaite de l'Empire ottoman. L'Allemagne perd ses alliés au Proche-Orient.

2 NOVEMBRE 1918

L'armée belge est aux portes de Gand.

3 NOVEMBRE 1918

L'empire austro-hongrois est en pleine dislocation. Suite à la demande de paix autrichienne, un armistice est conclu avec l'Italie. L'Allemagne perd ses alliés en Europe centrale. Mutineries des soldats allemands à Kiel (port militaire en mer Baltique). Création du premier Conseil des Soldats.

9 NOVEMBRE

Révolution socialiste en Allemagne. Guillaume II abdique. La Monarchie est remplacée par une République.

10 NOVEMBRE 1918

Arrivée du socialiste Hugo Freund à Bruxelles en vue de mettre sur pied un Conseil des Soldats et d'organiser le rapatriement des troupes. Les soldats révolutionnaires défilent dans Bruxelles et libèrent la ville. Ils sont rejoints par quelques Belges.

11 NOVEMBRE

L'armistice est signé entre l'Allemagne et les Alliés. Violences à Bruxelles entre les soldats allemands loyalistes et les révolutionnaires.

15 NOVEMBRE

Les premiers soldats alliés entrent dans Bruxelles.

18 NOVEMBRE 1918

Le bourgmestre Adolphe Max rentre à Bruxelles après quatre années d'emprisonnement en Allemagne.

22 NOVEMBRE 1918

Le Roi Albert fait sa Joyeuse entrée à Bruxelles.



La libération « rouge » de Bruxelles

Les images de l'entrée à Bruxelles de la famille royale, le 22 novembre 1918, ont marqué la mémoire collective belge. Or, lorsque Albert I^{er} se réinstalle dans la capitale, celle-ci vient de vivre deux semaines mouvementées et violentes : la révolution allemande est passée par là.

Siege d'une importante administration allemande et point de passage obligatoire pour les troupes allemandes qui se retirent du front de l'Ouest, Bruxelles est en ébullition depuis la mi-octobre 1918. Dès le 30 octobre, des affiches appellent les soldats à s'opposer à la poursuite de la guerre : le mouvement révolutionnaire gagne ainsi également les territoires occupés. Si cette agitation est dans un premier temps peu visible dans l'espace public, tout change le 10 novembre.

Dans l'après-midi, un long cortège composé essentiellement de militaires allemands traverse la ville de la gare du Nord en passant par la Grand'Place vers le Palais de Justice, place Poelaert. Un autre cortège libère les prisonniers politiques et les déserteurs de la prison de Saint-Gilles. Les drapeaux impériaux sont remplacés par des étendards rouges, mais aussi par des drapeaux français. Lorsque ce groupe arrive à destination, il comprend au moins 6 000 hommes, allemands et belges. Après quelques discours, le cortège se dirige rue de la Régence, ancien siège de ministères belges et centre de l'administration allemande. Des drapeaux rouges sont entre autres hisés à la *Kommandantur*. Les officiers deviennent la cible de soldats qui les dépouillent de leurs signes d'autorité, notamment en leur arrachant leurs épaulettes.

L'effervescence touche aussi la population locale. Son attitude vis-à-vis de ce mouvement révolutionnaire allemand est ambiguë et hésitante. L'ordre à (r)établir ne fait pas immédiatement l'unanimité. Dans les cortèges qui parcourent la ville le 10 novembre, les drapeaux belges, français et rouges se côtoient souvent. Plusieurs observateurs témoignent de scènes de fraternisations entre soldats allemands et Bruxellois. Mais des réactions de rejet du message universaliste de la révolution sont aussi rapportées.

Des fraternisations éphémères

Dès le soir du 10 novembre, les mouvements allemand et belge qui ont gardé jusqu'à ce moment une certaine unité formelle (cortège unique, en partie le même répertoire de chansons, par exemple *la Marseillaise*...) vont se dissocier. *La Brabançonne*, *Vers l'Avenir* et *God Save the King* viennent compléter le répertoire belge. La population s'en prend à des kiosques à journaux allemands édifiés place de la Bourse, de Brouckère et de la Monnaie. Le journaliste et cousin d'Adolphe Max, Paul Max, rapporte dans son journal personnel : « *Une foule considérable a circulé en ville en chantant. On se serait cru au Carnaval* ». D'autres témoins utilisent les mots d'*Omme-gang*, une ancienne tradition folklorique bruxelloise, pour décrire ce



Le 17 novembre 1918, les autorités communales de la Ville de Bruxelles proclament officiellement la délivrance de la capitale suite à l'entrée des troupes alliées dans la ville.

“

« Attendez pour manifester publiquement votre joie que le drapeau national soit arboré à l'hôtel de ville ».

Les bourgmestres de l'agglomération bruxelloise, 10-11 novembre 1918.

qu'ils sont en train d'observer.

Le soir même du 10 novembre, une première victime belge est à déplorer suite à des affrontements entre soldats révolutionnaires et des troupes restées fidèles au gouvernement impérial. Selon des rapports allemands, ces troubles font entre 30 et 40 morts du côté allemand.

Le lendemain, 11 novembre, les rues retrouvent le caractère noir, jaune, rouge des journées d'août 1914. Dans son journal personnel, le médecin Adolphe Bayet exprime la peur des élites belges

face à une éventuelle « contamination » révolutionnaire des classes populaires : « *Je sors vers 8 heures. La rue est pavoisée! Aux fenêtres, le drapeau national (...)* Vers 10 heures je descends rue Haute. Je suis curieux de voir si le caractère communiste de la révolution allemande aura eu une répercussion sur le quartier populaire. Dans ma bonne veille rue, il y a une quarantaine de drapeaux nationaux; pas un seul drapeau rouge à la maison du peuple, ni sur aucun monument public ».

Le conseil communal de Bruxelles



Feuillet distribué aux soldats allemands à Bruxelles leur annonçant la constitution du « Conseil des soldats ».

LE DOCUMENT DE LA SEMAINE

Munich en feu

À la fin de la guerre, une révolution populaire éclate en Allemagne. Le 9 novembre 1918, la Monarchie est abolie en faveur d'une République, et c'est le socialiste Friedrich Ebert qui est désigné comme nouveau chancelier. Le mouvement révolutionnaire est divisé entre les socialistes modérés et les radicaux. Les premiers désirent limiter la violence du soulèvement tandis que les seconds aspirent à une révolution prolétarienne à l'instar de la révolution russe. Inspirés par le modèle communiste, certains

révolutionnaires tentent de mettre sur pied des Républiques soviétiques. En avril 1919, la très éphémère République des Conseils de Bavière voit le jour, avec pour capitale désignée : Munich. L'insurrection soulève les plus grandes inquiétudes du côté du nouveau gouvernement à Berlin.

Sur l'affiche de propagande que vous recevez aujourd'hui dans vos *Journaux de Guerre*, on observe à l'arrière-plan la ville de Munich en feu. Un soldat avertit les citoyens du péril rouge qui agite la Bavière.

Crédit affiche: Library of Congress



regrette cette libération anticipée et équivoque. Celle-ci survient comme un cadeau empoisonné amené par un libérateur illégitime: l'ennemi – un ennemi à rejeter doublement en raison de sa nationalité, allemande, et de son idéologie, communiste.

Le 11 novembre, le collège communal estime « *qu'il est intempestif pour la population de manifester dès maintenant sa joie. Attendons pour déployer nos drapeaux que les troupes allemandes aient évacué Bruxelles. Défions-nous des avances que nous feraient certains Allemands* ». Mais dès le matin, des cortèges belges parcourent la ville composés essentiellement de jeunes hommes issus des lycées et collèges. Ce sont eux qui portent l'agitation nationaliste pendant ces journées. À côté de la tricolore, la personne du Roi se trouve au centre de l'effervescence, le seul exilé dont l'image n'a pas pâti pendant les longues années de l'occupation. Dans la soirée, plusieurs magasins allemands seront pillés par des civils belges.

Une atmosphère de guerre civile

Mais cette première agitation nationaliste, cette première explosion de violence belge, est de courte durée. D'abord, des unités impérialistes sèment la confusion en s'opposant à ces manifestations belges. Ensuite, une autre violence très brutale commence à s'emparer de l'agglomération bruxelloise. En effet, l'espace urbain est à ce moment dans la main de bandes de soldats incontrôlables. Ces jours se caractérisent par une instabilité totale dans laquelle les forces de l'ordre aussi bien allemandes que belges sont complètement impuissantes. Une atmosphère de guerre civile s'empare de la ville.

Les soldats allemands, pour la plupart armés, se retrouvent d'un jour à l'autre dans un monde dépourvu de toute autorité militaire. Leurs espoirs d'un futur meilleur s'envolent. Leur arsenal de violence est en partie celui dont ils disposent sur le front. L'utilisation des mitrailleuses dans une ville caractérisée par des grands espaces et quelques larges boulevards s'avère particulièrement meurtrière. Les scènes de pillages se multiplient, le plus spectaculaire étant le vol de 125 000 francs belges de la banque Allard; de nouveaux affrontements entre soldats révolutionnaires et loyalistes s'engagent autour de la gare du Nord et font le 11 novembre au moins huit tués du côté belge. Certains quartiers de Bruxelles sont ardemment combattus. Ce n'est que l'arrivée des troupes alliées à partir du 15 novembre qui met définitivement fin à cette révolution allemande en territoire occupé.

BENOÎT MAJERUS

Maître de conférences à l'Université du Luxembourg

LA SEMAINE PROCHAINE

NUMÉRO 51

11 NOVEMBRE 1918

L'ARMISTICE EST SIGNÉ



Le onzième jour du onzième mois de l'année 1918 à 11 heures précises, les canons se taisent. Après plus de quatre années de combats sanglants, l'Entente et l'Allemagne signent un accord d'armistice dans la forêt de Compiègne. En tant que commandant en chef des troupes alliées, c'est le Maréchal Foch qui mène la danse. La note est salée pour l'Allemagne qui n'a d'autre choix que de se plier aux conditions des vainqueurs. La guerre est enfin terminée.



les JOURNAUX DE GUERRE

Les Journaux de Guerre 1914-1918 est une publication indépendante réalisée en collaboration avec le Centre d'étude et de documentation Guerre et Sociétés contemporaines (CEGESOMA) à Bruxelles. L'éditeur tient à remercier : la Bibliothèque Royale de Belgique (Bruxelles), les Archives de la Ville de Bruxelles, le Musée de l'Armée (Bruxelles), la Bibliothèque universitaire de Gand, le musée In Flanders Fields (Ypres), l'Institut Emile Vandervelde (Bruxelles), la presse belge actuelle ainsi que les collaborateurs du CEGESOMA.

Éditeur responsable
Peter McGee

Conseillers rédactionnels
Prof. Frédéric Antoine, UCL
Prof. Rudi Van Doorslaer, directeur CEGESOMA

Rédactrice en chef
Sophie Soukias, CEGESOMA

Illustration de couverture
Thomas Kühlenbeck

Secrétaire de rédaction
Mathilde Delavie

Mise en page
Korneel Delbeke

Support technique
Lennart Skjød

Crédits photo
Le Musée de la Banque Nationale (Bruxelles), la Bibliothèque nationale de France, the Library of Congress (Washington), Universiteitsbibliotheek Leuven, le CARCOB (Bruxelles), l'ARCA (Louvain-la-Neuve), the Imperial War Museum (Londres), Le Musée de l'Armée (Bruxelles), In Flanders Fields Museum (Ypres), les Archives Générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces (Namur, Liège et Mons), Beeldbank West-Vlaanderen, CEGESOMA.

Bien que nous nous efforçons de respecter les droits d'auteurs, merci de nous contacter au cas où nous aurions utilisé tout support dont vous êtes le propriétaire original.

© *Les Journaux de Guerre*, 100 Poverstraat, 1731 Zellik
info@lesjournauxdeguerre.be
www.lesjournauxdeguerre.be
www.cegesoma.be

